

## Motion de soutien à la CGT et de dénonciation des attaques anti-syndicales

Le SNES-FSU de Lille tient à réaffirmer tout son soutien à la CGT face à la campagne de dénigrement et de calomnie orchestrée par le gouvernement et relayée avec complaisance par les médias, alors que la mobilisation contre la loi travail est portée depuis des semaines, par une intersyndicale dans laquelle la FSU prend toute sa part.

Depuis le début de ce mouvement, des remontées convergentes font état de répressions policières sur ordre de leur hiérarchie et du gouvernement dans différentes villes, en particulier à Paris, Rennes ou Nantes, ainsi que des méthodes contestables d'encadrement des cortèges syndicaux (la Police s'est vue ordonner de couper les cortèges en deux! Lille, n'a pas été épargnée courant mai par des « incidents » et des manœuvres du même ordre.)

Mais cela s'est traduit pour une large majorité de la classe politique relayée par la grande majorité des médias par : « la CGT est débordée par les casseurs » ou bien « Où va la CGT ? » ou même "Complicité de la CGT avec les casseurs". Bref, les tentatives de discrédit des organisations syndicales impliquées dans la mobilisation, voire la mise en cause directe de celles-ci, se sont multipliées.

Le SNES-FSU de Lille rappelle que c'est aux forces de l'ordre à assurer la sécurité de la population et donc aussi celle des manifestants et non aux services d'ordre des syndicats. Le SNES-FSU rappelle surtout que c'est le gouvernement qui est principalement responsable de cette situation de tension par son acharnement à refuser, depuis plus de 3 mois, d'entendre le rejet, pourtant largement majoritaire, d'un texte de loi qu'il impose par le recours au 49-3.

Répondre à la mobilisation exceptionnelle du 14 juin par la menace d'interdire les manifestations à venir et rendre la CGT responsable des violences et dégradations perpétrées par des groupuscules-que le SNES-FSU condamne sans réserve- sont inadmissibles dans un État de droit. D'ores et déjà l'interdiction de manifester le 23 juin à Paris est inacceptable. Ces propos, confirmés ce week-end, sont le fait d'un gouvernement aux abois et aux dérives inquiétantes, incapable désormais d'argumenter pour défendre le fond de sa réforme. Le SNES-FSU n'est pas dupe des manœuvres et manipulations indignes du gouvernement pour faire oublier les enjeux liés à la loi travail et porter atteinte aux libertés fondamentales. Le SNES-FSU de Lille ne se laissera pas intimider par ces tentatives d'entraver le droit à manifester. Il appelle le gouvernement à cesser de renouer avec une rhétorique anti-syndicale qui rappelle les heures les plus sombres de notre histoire.